

Préparer le terrain pour la relance et l'après-crise

Par Carlo Thelen *

Malgré un déconfinement un peu partout en Europe (d'ailleurs peu coordonné) suite à la décrue de l'épidémie, il est trop tôt pour crier victoire! Le risque d'une deuxième vague reste latent et le retour à la normale d'un point de vue socio-économique paraît loin. Les dirigeants d'entreprises continuent à naviguer à vue faute de visibilité, tout comme les dirigeants politiques. En l'absence d'une certitude autour de l'efficacité et de la disponibilité d'un vaccin, il reste donc extrêmement difficile de se prononcer sur l'après-crise.

Comment la crise façonnera-t-elle les différents secteurs de notre économie, les comportements des consommateurs, les business plans des producteurs, le potentiel d'innovation des entreprises, les stratégies des investisseurs, l'aversion au risque des jeunes entrepreneurs, la propension à épargner des ménages, la capacité de soutien des financiers et banquiers, les finances publiques, le programme de la coalition gouvernementale?

Malgré les incertitudes et interrogations par rapport aux retombées finales de cette crise, il faut agir de manière proactive, anticiper les effets de la crise sur les acteurs économiques en implémentant des mesures d'aides efficaces et rapides et préparer l'après-crise avec un plan de relance ambitieux.

Les uns diront que les mutations seront profondes, que le monde ne sera plus le même après cette crise inédite et que la société vivra différemment après certains excès et déviations du passé. D'autres font le lien entre la pandémie et le réchauffement climatique, pour prôner un changement fondamental, bienvenu selon eux, au sein de notre civilisation après cet avertissement fort, lancé par un virus extrêmement dangereux à la fois sur le plan sanitaire et d'un point de vue économique.

D'autres encore estiment que le monde a déjà vu d'autres crises et que notre pays pourra espérer un retour à la normale après une phase transitoire plus ou moins longue et pénible. Sa durée dépendra notamment de l'efficacité des mesures sanitaires en place et de la disponibilité d'un vaccin. Sa vigueur dépendra des mesures d'accompagnement étatiques mises en œuvre pour compenser les pertes socio-économiques subies par les entreprises et les ménages.

L'après-crise ne peut se concevoir sans entreprises saines, innovantes et rentables, sans tissu économique diversifié, sans secteurs agiles, aptes à répondre aux nouvelles tendances et à la demande des consommateurs, sans acteurs, jeunes et indépendants ouverts à la prise de risque. Donc il faut s'assurer que toutes ces femmes et hommes dirigeants et entrepreneurs puis-



Le risque d'une deuxième vague reste latent et le retour à la normale d'un point de vue socio-économique paraît loin.

Photo: Lex Kleren

sent survivre et traverser la crise socio-économique actuelle qui risque de durer encore plusieurs mois. Il faut donc sauver au maximum la substance économique créée par ces femmes et hommes, pour disposer d'un socle solide à partir duquel ils pourront puissamment contribuer à la relance de l'économie.

Beaucoup a été fait, beaucoup reste à faire!

Le Luxembourg a jusqu'à présent bien géré la situation en matière de crise sanitaire, en comparaison avec d'autres pays européens. Ceci peut servir d'exemple positif pour la gestion de la crise socio-économique sans précédent et pour l'établissement d'un plan de relance audacieux.

Le déconfinement, dont la deuxième phase a commencé le lundi 11 mai, n'est pas un retour à la normale pour nos entreprises.

Malgré la vaste panoplie d'aides directes et indirectes, remboursables ou non, de crédits avec garanties étatiques, de re-

L'après-crise ne peut se concevoir sans entreprises saines, innovantes et rentables.

ports et moratoires, certaines entreprises affectées sont jusqu'à présent tombées à travers tous les filets. Sans perspective de retour à la profitabilité dans les conditions actuelles, elles risquent d'arrêter définitivement l'activité, avec des conséquences négatives sur l'emploi et la substance socio-économique du pays. La situation est particulièrement grave pour certaines activités du commerce, pour le secteur horeca, le tourisme, le secteur de l'événementiel et les soins à la personne. Pour ces secteurs, un nouveau paquet avec des aides directes qui s'inscriront dans la durée et une flexibilisation continue en matière de chômage partiel est indispensable pour la survie de ces entreprises!

Se donner les moyens pour réussir la relance

Divers acteurs économiques, dont la Chambre de commerce, travaillent dès à présent aux plans de relance et préparent activement l'après-crise. Ils se concertent avec les entreprises et le gouvernement dans une véritable démarche de solidarité collective et d'unité nationale. Les réflexions, les discussions et travaux afférents doivent s'accélérer pour déboucher rapidement sur un programme de relance ambitieux, positionnant le Luxembourg parmi les pays les plus vertueux et sortant renforcés de cette crise.

Il s'agit en premier lieu d'investir massivement dans l'avenir, avec des infrastructures performantes et une recherche à la pointe. Il faut saluer les annonces du gouvernement de vouloir poursuivre son programme ambitieux d'investissements malgré la dégradation sensible des finances publiques. Le gouvernement pourra réajuster et réorienter les investissements en fonction des besoins du programme de relance et des nou-

velles priorités qualitatives s'annonçant pour l'après-crise.

Les mutations au niveau des chaînes d'approvisionnement et de production vont remodeler la globalisation, sans la remettre en question. Si l'Europe parvient à relocaliser une production industrielle en son sein, le Luxembourg doit être prêt à accueillir de nouvelles industries à forte composante de RDI et à la pointe des progrès technologiques et environnementaux. La politique industrielle, énergétique, environnementale et d'aménagement du territoire du pays doit favoriser une telle relocalisation industrielle.

Il faut songer également à un véritable pôle de la croissance qualitative, intégrant l'économie circulaire, des programmes d'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. Sans oublier les usual suspects que sont la mobilité et le logement. Ce dernier ne peut être perdu de vue, car il se pourrait paradoxalement que l'immigration nette augmente suite à la crise, alimentant la demande immobilière. Notre pays fait figure d'exemple en matière de gestion de la crise sanitaire, ce qui est un formidable atout de marketing et de nation branding pour le Grand-Duché.

En deuxième lieu, il nous faut fixer le cap en matière de finances publiques afin de recréer des marges budgétaires, dans un véritable esprit de politique budgétaire anti-cyclique. Une stratégie d'assainissement «à fond la caisse» à court terme serait dangereuse sur un plan économique et social. Mais cela ne signifie nullement que nous devrions écartier toute rigueur budgétaire: il nous faut au contraire élaborer au plus vite un cadre cohérent de gestion à moyen terme des finances publiques, comprenant de solides points d'ancrage.

Ce n'est que lorsque le Grand-Duché aura retrouvé un solide

ancrage budgétaire qu'il sera capable de parer efficacement à tout choc futur éventuel et de préparer la «prochaine crise», quelle que soit sa nature profonde. Inutile de rappeler que la notation AAA a encore aidé le gouvernement à faire appel aux marchés pour des emprunts à des conditions favorables. Cette notation optimale, qui reflète la confiance des marchés dans la capacité de remboursement de la dette de l'Etat, doit être conservée à tout prix.

En troisième lieu, il nous faut renforcer de manière structurelle la résilience de nos entreprises face à tous les chocs pouvant émailler notre futur. En veillant à leur compétitivité au sens large du terme, à un environnement des affaires favorable à l'innovation. Un tel écosystème est essentiel pour une petite économie très ouverte, apte à sensibiliser et à motiver les jeunes à l'entrepreneuriat et à attirer les talents et les investisseurs dont elle a besoin.

Une fiscalité performante n'est pas le moindre de ces aspects et elle n'est pas antinomique du tout par rapport à des finances publiques solides à moyen terme. Par exemple, une feuille de route transparente, détaillant l'évolution du taux d'affiche des impôts directs à charge des sociétés dans les années qui viennent et favo-

Il s'agit en premier lieu d'investir massivement dans l'avenir, avec des infrastructures performantes et une recherche à la pointe.

risant l'installation au Luxembourg de personnes dotées de compétences particulières (dans le domaine de la santé, de la digitalisation, de la sécurité informatique, de la logistique, ...) ne doit pas être vue uniquement sous l'angle du «déchet budgétaire». Elle contribuerait en effet à renforcer notre assise économique et le déclenchement d'effets de retour positifs. Des charges salariales évoluant plus en phase avec les gains de productivité amélioreraient également la résilience de nos entreprises. Devraient s'y ajouter des efforts additionnels de simplification administrative et de digitalisation continue des services administratifs publics.

L'impact du covid-19 va nous obliger à faire preuve de beaucoup d'imagination, d'audace et de courage pour faire dès à présent des choix intelligents, ambitieux et inédits, alors que l'avenir est plus incertain que jamais.

* Carlo Thelen est directeur général de la Chambre de commerce (cf. www.carlothelenblog.lu)